

Résistance: des historiens et des héros

PAR NICOLAS CHEVASSUS-AU-LOUIS
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 21 AVRIL 2019

Une remarquable histoire de la Résistance parvient à raconter de manière passionnante la lutte contre l'occupant nazi en conciliant rigueur historique et hommage aux combattants de l'ombre. À rebours du ton suspicieux de ce qui s'écrit trop souvent depuis trente ans.

Des maquisards en béret, mitraillette Sten sous le bras ; des parachutages, des atterrissages nocturnes ; des tracts, des journaux clandestins ; des déportés, des fusillés ; et cette radio grésillante de Londres avec ces messages aussi cryptiques que poétiques... Images archétypales qui viennent à l'esprit dès que l'on évoque la Résistance française, provoquant presque toujours cette question lancinante : qu'aurais-je fait, moi ? *La Lutte clandestine en France* n'y répond évidemment pas. Mais fait entrer le lecteur dans les raisonnements, les émotions, le ressenti des combattants de l'ombre. C'est là le plus bel hommage à leur rendre : raconter ce qu'a été leur vie de clandestin, en lutte tant contre l'occupant que contre leur propre État, à laquelle rien ne les avait préparés.

Parmi les auteurs de *La Lutte clandestine en France*, trois figurent sur la couverture : deux quadragénaires, Sébastien Albertelli et Julien Blanc, spécialistes respectivement du BCRA, les services secrets de la France libre, et du réseau du musée de l'Homme, première organisation résistante en zone occupée ; et leur aîné Laurent Douzou, biographe notamment de Lucie Aubrac. Trois autres, décédés, figurent en exergue : Jean-Louis Crémieux-Brilhac, historien de cette France libre dont il fut un des acteurs ; l'historien Pierre Laborie, auteur du classique *L'Opinion française sous Vichy* (Le Seuil, 1990) ; et Jean-Pierre Vernant, ancien dirigeant de la Résistance en Haute-Garonne, helléniste au Collège de France. Les six hommes se sont très bien connus. On sent à lire les auteurs l'influence de tout ce qu'ont pu leur transmettre les trois défunts.

Cette proximité avec des acteurs importants de la Résistance donne de la chair, de l'épaisseur, du vivant à *La Lutte clandestine en France*. Les archives de la période sont à présent presque toutes ouvertes. Leur étude est loin d'être achevée, mais notre trio sait tirer, dans sa synthèse, le meilleur des récentes thèses. Leur livre vient donc à point nommé d'un basculement historique. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'histoire de la Résistance a été faite principalement à partir de témoignages d'acteurs de la période. Ces derniers ayant aujourd'hui disparu, la même histoire s'élabore à présent à partir d'archives écrites.

Or ces dernières ne disent pas tout. Elles ne peuvent par nature tout dire, contraintes à certains silences par crainte d'arrestation et de saisie des documents. Plus étonnamment, elles doivent même mentir, dans le cadre de leurs communications avec Londres. Et en particulier mentir par exagération en gonflant l'importance de l'activité d'un réseau ou d'un mouvement, pour obtenir plus d'argent et plus d'armes des services de la France libre. La Résistance intérieure a toujours été miséreuse, manquant non d'ambitions ni même d'assise mais de moyens. Pour toutes ces raisons, la lecture des archives n'est jamais aussi riche que quand elle a pu être menée, de leur vivant, aux côtés d'acteurs de la lutte clandestine, capables d'en décrypter les silences et les sous-entendus. C'est ce qu'ont fait, des années durant, les auteurs de *La Lutte clandestine en France*, et c'est ce qui donne à leur livre ce souffle incomparable en particulier dans les deux chapitres où ils décrivent le quotidien de la vie des résistants.

Leur livre gagne à être comparé à d'autres productions récentes de la recherche historique portant sur le même thème. Et en premier lieu à *l'Histoire de la Résistance* d'Olivier Wieviorka (Perrin, 2013), première synthèse sur la question depuis l'ouverture des archives, mais emplies de suspicions à l'égard de la Résistance intérieure, qui aurait été plus que minoritaire, se serait désintéressée du sort des Juifs, ou aurait été noyauté par les communistes. À ces attaques madrées, *La Lutte clandestine en France* répond sans entrer dans la basse polémique.

Ultraminoritaire ? Certainement. Mais a-t-on vu dans l'histoire de France un mouvement social d'ampleur qui ait impliqué explicitement, par le biais de l'entrée dans une organisation, plus de 5 % de la population ? C'est à cette aune qu'il faut comprendre les 608 275 dossiers de résistants conservés au Service historique de la défense, homologués après guerre pour des raisons administratives de versements de pensions d'ancien combattant. L'armée des ombres ne pouvait exister que par l'ampleur de ses soutiens dans la population, d'hommes et de femmes qui agirent et rendirent service, en une proportion croissante à mesure que la barbarie de l'Occupation devenait manifeste, sans songer à réclamer une pension après guerre. Comme l'écrivait Emmanuel d'Astier de La Vigerie dans *La Complainte du partisan* en 1943 : « *J'ai perdu femme et enfants/Mais j'ai tant d'amis/Et j'ai la France entière.* »

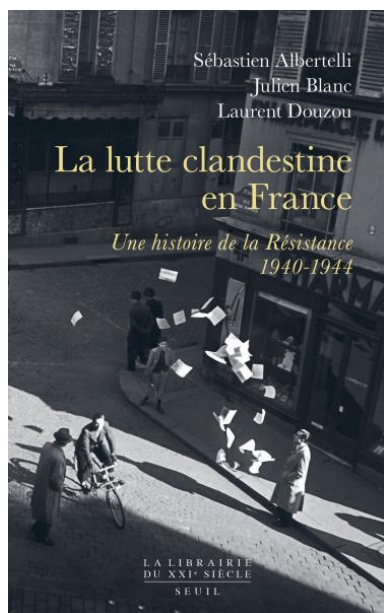
Désintéressée du sort des Juifs ? Citant abondamment la presse clandestine, *La Lutte clandestine en France* montre combien la Résistance intérieure n'a cessé de dénoncer avec la plus grande vigueur les grandes déportations de l'été 1942, relayant en particulier la lettre pastorale du très conservateur archevêque de Toulouse, Jules Saliège, dénonçant « *au nom de la morale chrétienne* » que des « *enfants, des femmes, des hommes, des pères, des mères* » soient traités comme « *un vil troupeau* ».

Noyauté par les communistes ? *La Lutte clandestine en France* rappelle que le PCF avait été dissous en septembre 1939 à la suite de la signature du pacte germano-soviétique, et que nombre de ses militants se trouvaient sans contacts, sans liaisons, et qu'ils se sont ainsi tournés vers les premiers mouvements de résistance qu'ils rencontraient, sans qu'il y ait besoin d'imaginer on ne sait quelle infiltration.

Une autre forme de critique insidieuse de la Résistance, fort répandue dans l'actualité éditoriale de ces dernières années, consiste à opposer une légende supposée à des faits avérés. On la trouve chez Claude Barbier (*Le Maquis des Glières. Mythe et réalité*, Perrin, 2014) et Franck Liaigre (*Les FTP. Nouvelle histoire d'une Résistance*, Perrin, 2015).

Ces deux livres ont en commun, outre d'être publiés par le même éditeur où officie l'historien Olivier Wieviorka susnommé, de minimiser l'efficacité de l'action militaire de la Résistance, soulignant que les pertes infligées à l'ennemi avaient été minimales, et très exagérées par la presse de la Résistance. Mais, objecte le trio de *La Lutte clandestine en France*, n'est-ce pas là le propre de tout mouvement clandestin de sécréter sa propre légende, pour rallier à soi, montrer sa force, susciter des vocations ?

Dernière vulgate, celle-là arrivée jusque dans les manuels scolaires, que dénonce *La Lutte clandestine en France* : celle du mythe « résistancialiste », selon la thèse avancée à la fin des années 1980 par Henry Rousso, selon lequel la France serait sortie des divisions de l'Occupation en se racontant à elle-même, encouragée en cela par de Gaulle, qu'elle aurait été unanimement résistante. Non, et encore non, montre, dans le prolongement de *La Résistance française. Une histoire périlleuse* de Laurent Douzou (Le Seuil, 2005), le trio d'historiens. Même si l'État a souvent, du transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon en 1964 à la récente commémoration aux Glières d'Emmanuel Macron et Nicolas Sarkozy, voulu faire de la Résistance un symbole de consensus national, la réalité de cette mémoire a toujours été conflictuelle et divisée. Est-il étonnant qu'un État ne sache commémorer ceux qui l'ont défié : ces résistants dont le premier acte fut de désobéir ?



La Lutte clandestine en France. Une histoire de la Résistance, Sébastien Albertelli, Julien Blanc, Laurent Douzou, Le Seuil, 2019, 448 pages, 26 euros.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.